

Plan climat pour la France, *Empreinte 2050*

Discours de Fabien Roussel - 06/11/2023

Mesdames, messieurs,
Chers amis, chers camarades,

Merci à vous tous et toutes d'avoir répondu à notre invitation pour cet événement que constitue la présentation de notre plan climat pour la France.

Avant de vous en dire plus, je veux dire quelques mots sur la gravité du contexte international actuel, des guerres qui font rage, car les enjeux sont liés : **c'est l'humanité ET la planète qui sont menacées.**

C'est pourquoi, **mon premier message ce soir, est un message pour la paix et le cessez-le-feu.**

Oui, l'urgence pour l'humanité et pour le climat, c'est que les armes se taisent.

En Ukraine, où depuis plus d'un an et demi, elles ont déjà fait près de 200 000 morts.

Et désormais en Israël et en Palestine. Après les attaques terroristes du Hamas qui ont tué 1400 civils israéliens, l'offensive de l'armée israélienne a déjà conduit à la destruction de près de la moitié des habitations de Gaza, tuée plus de 9000 civils palestiniens dont 3000 enfants. Les attaques terroristes, comme ces crimes de guerre du gouvernement d'extrême-droite israélien, sont injustifiables, inexcusables.

Oui, il faut cessez-le feu pour l'humanité car il n'y aura dans un cas comme dans l'autre aucune solution militaire à ces conflits.

Oui, il faut cessez-le-feu pour la planète, parce l'impact direct de ces guerres, avec une nouvelle course à l'armement des grandes puissances, détruit des êtres humains, détruit le vivant et détourne les richesses indispensables à la lutte contre le réchauffement climatique. Chacune, chacun mesure en outre les risques d'escalade qui accompagnent ces conflits.

C'est pourquoi j'ai interpellé le Président de la République pour que la France soit à l'initiative d'un plan de paix dans ces régions.

Et si toute notre énergie doit être mise à faire gagner la paix, elle doit aussi, avec la même force, s'exercer pour sauver le climat, pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degrés dans les prochaines années.

La paix, le progrès social et la défense de la planète sont pour nous communistes un seul et même combat qu'il nous faut impérativement gagner.

Pourquoi maintenant ? Pourquoi avons-nous décidé au Parti communiste français d'accélérer nos efforts pour lutter contre le réchauffement climatique jusqu'à revoir notre programme présenté lors des présidentielles 2022 ?

Parce que le réchauffement climatique s'accélère,

Parce que les alertes du GIEC et des dizaines de milliers de scientifiques **qui fournissent un travail considérable par son ampleur et par sa rigueur nous le demandent.**

Cela nous oblige en tant que responsables politiques.

Le réchauffement climatique est dû, sans équivoque, aux activités humaines émettrices de gaz à effet de serre.

Grâce à eux, nous savons aussi que si la situation est d'ores et déjà très grave, elle risque de s'aggraver dans la décennie à venir si rien ne change. De 1,5 degrés de réchauffement, nous pourrions atteindre les 4 degrés de réchauffement. Et là, c'est le grand saut dans l'inconnu.

Mais grâce à eux, à elles, nous savons aussi que l'espoir est permis puisque tous et toutes nous disent qu'il est encore possible de limiter ce changement climatique, dans des limites qui nous préservent d'un saut dans l'inconnu, à condition de réduire immédiatement, massivement et durablement les émissions de gaz à effets de serre et à sortir des énergies fossiles.

Malheureusement, la trajectoire prise n'est pas à la hauteur de cette exigence.

Les effets du réchauffement climatique sont déjà là, meurtriers et dévastateurs, partout dans le monde. La France ne fait pas exception, nous ne cessons de vivre des événements extrêmes qui le confirment, ici en métropole et dans les territoires d'outre-mers.

Nous savons que certains vont devenir plus fréquents, d'autre vont devenir plus intense et nous savons que de nouvelles menaces - jusqu'à présent – peu inquiétantes vont devenir majeures.

Il y a quatre jours l'ONU alertait « Le changement climatique menace d'anéantir des décennies de progrès vers une meilleure santé et un meilleur bien-être, en particulier dans les communautés les plus vulnérables » et nous disait que « Les épisodes de chaleur ont coûté la vie à 489 000 personnes par ans en moyenne entre 2000 et 2019, et celui de l'été 2022 a causé plus de 60.000 décès supplémentaires en Europe ».

Et pourtant, ici comme dans beaucoup de pays, c'est « business as usual ».

Malgré les signes clairs d'une accélération des risques et des impacts climatiques à l'échelle mondiale, le déficit de financement de l'adaptation se creuse avec même des reculs de

financement alors qu'il faudrait déboursier 10 à 18 fois plus qu'aujourd'hui selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) .

En témoigne encore les récentes révélations sur les 422 sites en cours d'exploitation ou les projets en cours, qui constituent autant de « bombes carbone » qui à elles seules, représentent plus de deux fois le budget carbone qu'il nous reste pour ne pas dépasser le seuil de 1,5 degré établi dans l'Accord de Paris.

Au-delà d'1,5 degré, je le redis avec force, tous les chercheurs s'accordent à dire que nous plongeons vers l'inconnu.

Et il nous faut le redire, **l'inertie n'est pas dans le système climatique**, elle est dans nos façons de produire, dans nos organisations, dans notre façon de consommer.

Nous pouvons arrêter à l'horizon 2050 la dérive de notre climat mais il va falloir agir très fort, de manière sans précédente et toucher à des dogmes qu'on veut nous faire croire intouchables.

Bref tout n'est qu'une question de volonté politique.

*

Il nous faut donc agir vite et fort. C'est le sens du plan climat pour la France, *Empreinte 2050*, que nous allons vous présenter ce soir.

Face à l'urgence, face à l'inaction climatique du Président de la République et du gouvernement, malgré il faut le reconnaître l'important travail du secrétariat général à la planification écologique, nous voulons montrer qu'il existe une alternative crédible pour lutter contre le réchauffement climatique, sans pénaliser les français, sans provoquer du chômage, sans augmenter les inégalités, sans nourrir de la désespérance.

Nous voulons des Jours Heureux sur une planète viable.

Pour réaliser ce plan, nous avons travaillé avec des ingénieurs, des scientifiques, sur la base des travaux du GIEC, car nous accordons une grande importance aux apports scientifiques.

Notre plan présente trois spécificités qui lui donne une force considérable.

Premièrement, il a une ambition claire : atteindre la neutralité carbone en 2050 et réduire massivement notre empreinte carbone, en nous attaquant aux émissions liées à nos importations.

En 2021, plus de la moitié de nos émissions étaient importées. On pourrait s'accommoder de cette situation et laisser toutes nos industries quitter le territoire pour ne plus avoir à les compter dans notre bilan carbone. Mais ce serait une folie ! Les émissions de gaz à effet de serre ne connaissent pas les frontières.

La France doit produire ici ce dont elle a besoin, que ce soit pour les besoins du quotidien ou pour les technologies de la transition énergétique : nous proposons de fabriquer des voitures électriques et les batteries associées, des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, des pompes à chaleur, des électrolyseurs pour produire de l'hydrogène, des composants des réseaux électriques et des centrales nucléaires...

Cette grande ambition pour la neutralité carbone et la réduction de notre empreinte carbone a **une conséquence immédiate : notre plan prévoit de se passer complètement des combustibles fossiles**, charbon, pétrole et gaz dit « naturel », et de réindustrialiser fortement le pays d'ici 2050. Nous proposons d'y parvenir par **une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables à un niveau inédit.**

Cessons d'opposer nucléaire et renouvelables car les deux sont indispensables pour réussir la transition énergétique.

Nous proposons de relancer le nucléaire, au-delà des ambitions présidentielles, en prolongeant la majorité du parc de réacteurs existants au-delà de 60 ans et en construisant 20 réacteurs EPR2 et 12 réacteurs modulaires (SMR *NUWARD*) d'ici 2050.

Et il faudra aussi développer massivement les énergies renouvelables. RTE nous rappelle que c'est essentiel pour répondre à la croissance des besoins d'électricité d'ici 2035, car aucun nouveau réacteur nucléaire ne pourra être mis en service d'ici là, hormis l'EPR de Flamanville.

Cette production massive d'électricité permettra en outre de préserver la biomasse. C'est d'autant plus important que cette biomasse est décisive pour notre souveraineté alimentaire.

Nous faisons un choix : celui de redonner à l'agriculture sa fonction nourricière et de retrouver totalement notre souveraineté alimentaire. Pour cela, nous n'envisageons pas de détruire des millions d'hectares de terres agricoles pour produire massivement des biocarburants ou de la biomasse sous d'autres formes.

Nous voulons réserver nos terres, nos champs, nos prairies à une agriculture raisonnée et redonner à **la forêt, aujourd'hui menacée, son rôle de puits carbone.**

Un vaste plan agroforestier sera initié, conciliant captation du carbone et production agricole. Nous prévoyons d'augmenter la surface forestière de 2,4 millions d'hectares, ce qui va au-delà de la tendance historique à la reforestation. Nous proposons également la plantation de millions de kilomètres linéaires de haies autour des prairies comme sur des terres cultivées.

*

Deuxièmement, notre plan *Empreinte 2050* propose que cette transition énergétique se réalise dans la justice sociale et la coopération internationale.

Concernant la justice sociale, soyons clairs : Pas de plan climat sans Jours Heureux pour tous et pas de Jours heureux sans climat préservé.

Le plan climat *Empreinte 2050* propose une transition juste, qui demande davantage d'efforts à ceux qui le peuvent ou qui polluent le plus et donne en même temps les moyens à l'ensemble des Français de réduire leurs émissions tout en vivant mieux.

Oui, il est possible de **gagner la lutte pour le climat en améliorant la vie de nos concitoyennes et concitoyens**, à commencer par les plus modestes qui sont celles et ceux qui subissent déjà le plus les conséquences du réchauffement climatique.

Je pense par exemple **aux mesures que nous proposons en matière de transports :**

Au lieu des ZFE, nous proposons la gratuité partout pour les usagers des transports collectifs urbains, tels les métros et les RER métropolitains ;

et aller vers la gratuité pour les TER et intercités;

la production d'un modèle léger et peu cher de voitures électriques accessible à toutes et tous avec une prime à la conversion allant jusqu'à 10.000 euros pour des véhicules d'occasion. Je pense à cet ouvrier d'une usine d'automobiles électriques qui m'avait dit : "Ici, nous, les ouvriers, avons produit des voitures que nous ne pourrons jamais nous acheter!"

La place de l'avion, mode de transport difficile à décarboner et très inégalitaire, devra être réduite.

Je pense aussi **aux mesures pour le logement** avec l'investissement massif dans les rénovations thermiques globales, la construction de 2,5 millions de logements et le changement des systèmes de chauffage polluants.

Je pense encore à **la réindustrialisation qui créera des centaines de milliers d'emploi** dans de nombreux domaines, **au développement de l'emploi dans l'agriculture et le soutien aux agriculteurs et agricultrices** par l'intervention publique sur la formation des prix.

Sur ce sujet, comme je le dis souvent, il est possible de manger moins de viande, mais de la bonne viande produite en France dans nos régions tout en améliorant le revenu et les conditions de travail des éleveurs.

Notre plan climat prend également en compte l'enjeu international.

Les émissions de gaz à effet de serre sont mondiales et doivent être traitées comme telles. Lors des dernières COP sur le climat, il a été réitéré que les besoins en financement pour mener à bien les politiques d'adaptation et d'atténuation dans les pays pauvres s'élevaient à près de 1 300 milliards de dollars par an.

Les pays riches doivent abonder ce fond au niveau nécessaire par la création monétaire et doivent développer des coopérations concrètes avec les pays qui en ont besoin. C'est la raison pour laquelle, au-delà d'une contribution financière plus importante de la France, notre plan propose un accès facilité aux technologies bas-carbone et de développer une aide spécifique dans de nombreux domaines comme le nucléaire ou l'alimentation.

*

Troisièmement, le plan climat pour la France *Empreinte 2050* se donne les moyens de ses objectifs.

Il s'appuie sur **une démocratisation de la société, de nouvelles institutions et mobilise des moyens financiers inédits pour atteindre ces objectifs.**

D'abord, c'est un point majeur de notre plan : nous refusons qu'un seul emploi soit sacrifié pour la transition écologique. Impossible me direz-vous ? Je ne le crois pas.

Je crois précisément que la transition peut être un levier pour de nouvelles avancées de progrès social.

Nous faisons donc **une proposition inédite, celle que notre plan soit l'occasion d'expérimenter une sécurité d'emploi et de formation** permettant à chaque individu dont l'emploi serait impacté par la transition écologique de bénéficier directement d'un nouvel emploi correspondant à ses qualifications ou d'une formation rémunérée lui garantissant son revenu pour aller vers un nouvel emploi. Nous ne voulons pas que les salariés passent par la case chômage. Nous voulons que chaque salarié se sentent protégé. C'est à l'État et aux acteurs économiques de garantir un emploi, une formation et un revenu pour chacun.

C'est aussi la raison pour laquelle les entreprises, le capital, doit participer à cette transition écologique. Elle ne peut pas reposer uniquement sur l'État.

Selon le GIEC, il faut investir au moins 6% du PIB par an pour relever le défi climatique et tenir nos engagements. Notre Plan Climat est plus proche des 8% du PIB à mobiliser, en comptant autant sur l'engagement public que sur celui du privé.

C'est le sens du Pacte que nous proposons aux entreprises, aux actionnaires.

Car ils ne peuvent rester indifférents au réchauffement climatique, aux catastrophes naturelles, à la raréfaction des ressources naturelles comme l'eau.

Nous devons ensemble, mobiliser les moyens, les énergies pour relever cet incroyable défi. Et nous ne le ferons pas sans sortir d'un capitalisme financier qui capte les richesses et les détournent des investissements à faire au service de notre souveraineté économique et du climat.

C'est pourquoi nous proposons aux entreprises, les actionnaires comme les syndicats, d'y travailler. Car elles aussi devront participer à l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2050.

Il faudra donc mobiliser des ressources nouvelles dont ceux de la BCE, avec des taux zéro voir négatif pour financer ces travaux. La création de monnaie doit être mise au service de ce chantier. Les critères budgétaires doivent être revus dans cet esprit, au bénéfice de nouveaux critères, sociaux et environnementaux.

De même, les 200 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises doivent être versées selon les critères environnementaux et sociaux pour ne plus financer les logiques de dividendes et de rachat d'actions qui prospèrent.

Enfin, la démocratie sociale doit être respectée. Nous voulons faire participer les salariés sur ces choix avec un droit d'intervention et de participation.

Cela passe par **de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés. Et par une intervention plus forte des financements publics pour accompagner ces choix.**

C'est pourquoi nous proposons des **nationalisations de banques et d'entreprises stratégiques.**

Disons les choses franchement : une banque comme BNP Paribas ou une grande entreprise comme TotalEnergies contribuent massivement à l'exploitation des énergies fossiles. Leur responsabilité est donc grande. Rien que concernant les 422 bombes carbone, BNP Paribas investit 6,8 milliards de dollars dans ces projets et TotalEnergies est partie prenante de 17 d'entre-eux.

Nous voulons reprendre le contrôle sur ces deux géants de la finance et des énergies fossiles.

J'entends déjà : « ils sont fous, ils veulent nationaliser BNP et Total ! » Eh bien je vous le dis ce qui est fou et bien naïf est de croire que les choses changeront sans placer ces gigantesques entités stratégiques sous contrôle public.

Pour assurer la cohérence de la planification industrielle et la coordination des différentes filières au service de l'intérêt commun, **nous redonnerons un rôle important à deux grandes entreprises publiques qui doivent retrouver toute leur place au service de la Nation et du climat : EDF et SNCF.** Grace à elles, nous développerons le rail, le fret et nous redonnerons du pouvoir d'achat aux français en baissant le prix de l'énergie. EDF et la SNCF seront aussi deux grandes entreprises publiques au service du monde économique pour leur garantir un bilan carbone positif, de l'énergie décarbonnée à prix bas et stable et un réseau de transport par le fret enfin exploitable.

Cette révolution des modes de production ira de pair avec une évolution des modes de consommation.

Le plan *Empreinte 2050* prévoit de satisfaire les besoins de chacun, pas d'encourager des modes de consommation peu vertueux, voire insoutenables. La publicité devra être

encadrée. Les produits manufacturés seront conçus pour durer plus longtemps, être réparables et recyclables.

Un nouveau souffle doit être donné à la recherche académique publique. Pour continuer d'observer notre environnement, pour continuer de travailler sur ses trajectoires, pour travailler sur les technologies alternatives ou de decarbonation, Pour préparer 2050 et la seconde moitié du siècle, il faudra reconstruire notre système de recherche et d'enseignement supérieur.

C'est donc une transformation en profondeur que nous projetons avec ce plan.

Une transformation structurante et pragmatique. Crédible, techniquement et financièrement. Elle s'accompagne nécessairement d'un changement de logique économique à rebours des politiques actuelles libérales au service des intérêts financiers de quelques-uns : place des services publics, critères de financement, effort dans la formation et la recherche, développement de l'emploi et de la formation, rôle de la BCE.

C'est un pays nouveau que nous dessinons avec ce plan. Plus juste, plus protecteur, plus émancipateur, plus démocratique, plus respectueux du vivant.

Et je voudrais terminer par ce point décisif : la démocratie.

Ce plan climat *Empreinte 2050*, comme nous l'écrivons dès l'introduction, n'est pas à prendre ou à laisser.

Nous avons besoin de vous toutes et tous, ici dans cette salle : des militantes et militants communistes aux responsables publics, élus, scientifiques, ouvriers, ingénieurs et employés, citoyennes et citoyens.

Réagissez à nos propositions, faites-nous part de votre expertise, contribuez pour enrichir ce plan que dont nous soumettrons dans quelques mois une nouvelle version à nos instances et qui sera réactualisé et enrichi chaque année en fonction des évolutions scientifiques, techniques et des débats.

Mesdames et messieurs,

Chers amis et chers camarades,

Merci encore de votre présence à toutes et tous et de votre contribution ce soir !